

# Évaluer les risques

Alberto Lowe/REUTERS



Barrie Stevens

Programme de l'OCDE sur l'avenir

**Rareté, pollution, investissement, géopolitique : pour aussi obscurs qu'ils puissent paraître, les défis de demain devront être abordés avec la plus grande lucidité. Et parce que l'avenir de l'eau est en jeu, nous sommes tous concernés.**

Le comté du Kent, joliment surnommé le « jardin de l'Angleterre », a connu une sécheresse hivernale sans précédent depuis les années 20. L'Agence britannique de l'Environnement a réagi en annonçant en février 2006 que, sans mesures de restriction d'ici le mois d'avril, le comté verrait dans quelques mois ses habitants privés d'eau courante et contraints de faire la queue pour s'en procurer.

D'autres pays d'Europe occidentale et méridionale sont confrontés à des pénuries d'eau, avec tout ce que cela implique, non seulement pour le jardinage, mais aussi pour l'agriculture, le tourisme, la production électrique, l'agroalimentaire et bien d'autres secteurs. En outre, le fait que la « pluvieuse Angleterre » soit contrainte d'envisager des mesures de rationnement témoigne de la banalisation du problème de la rareté et de la gestion de l'eau.

Rappelons que l'eau qui couvre la majeure partie de la surface terrestre est avant tout de l'eau de mer. L'eau douce représente à peine 2,3 % des ressources totales, et les deux tiers sont gelés en permanence. Les sources d'eau douce, principalement alimentées par les

précipitations et temporairement stockées dans des réservoirs naturels ou artificiels, ne représentent qu'environ 8 000 km<sup>3</sup>. Cela semble peu pour un village planétaire en pleine expansion qui comptera bientôt 7 milliards d'habitants. Avec l'augmentation de la population et des revenus, le développement de l'agriculture irriguée et l'industrialisation galopante, la quantité totale d'eau prélevée et le niveau de consommation ont été pratiquement multipliés par sept au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Les pressions qui pèsent sur cette ressource naturelle vitale sont fortes, et ne font qu'augmenter.

Assurer l'accès à l'eau potable n'est qu'un aspect du défi à relever. D'énormes progrès ont été réalisés au cours des dernières décennies pour améliorer l'accès aux réserves d'eau douce et aux services d'assainissement dans le monde entier. Par exemple, le pourcentage de la population ayant accès à de l'eau de qualité satisfaisante dans les pays en développement est passé de 73 % à près de 80 % entre 1990 et 2000. Mais il reste beaucoup à accomplir.

Les Objectifs du millénaire pour le développement concernant l'eau risquent tout d'abord de ne pas être atteints, particulièrement si l'on s'en tient à la définition de l'OMS/UNICEF selon laquelle un accès raisonnable correspond à 20 litres d'eau minimum par personne et par jour, accessibles à moins d'1 km de l'habitation. À titre de comparaison, les taux de consommation quotidiens dans la zone OCDE varient entre 100 et 400 litres selon les pays. Dans les pays en développement, plus d'un milliard de personnes n'ont toujours pas accès à de l'eau salubre et plus de 2,5 milliards de personnes à un assainissement de base. Dans ces pays, près

des deux tiers des maladies sont liées à l'eau, et provoquent, selon les estimations, 1,7 million de morts chaque année.

La gestion et l'investissement sont une autre facette du problème. Dans le monde développé, l'accès à l'eau douce et aux services d'assainissement ne pose généralement pas de problème mais les infrastructures sont anciennes et trop souvent délabrées, d'où des taux de fuites élevés : 10 % en Autriche et au Danemark, 33 % en République tchèque. À Londres, ce chiffre atteindrait 40 % de la quantité totale d'eau distribuée.

Il y a aussi la pollution. Environ 2 millions de tonnes de déchets sont quotidiennement rejetés sur la planète, polluant 12 000 km<sup>3</sup> d'eau. L'agriculture, qui est le premier consommateur d'eau dans la plupart des pays, est également responsable d'infiltrations qui polluent les réserves souterraines fragiles dont le nettoyage coûte cher. Les compagnies des eaux ont une attitude plutôt transparente face à ces problèmes ; en France, par exemple, les factures d'eau indiquent le détail des substances « indésirables », comme les nitrates, contenues dans l'eau, et si les normes sanitaires officielles sont respectées.

Le vieillissement des infrastructures peut aussi affecter la qualité de l'eau et engendrer des contaminations internes, notamment au plomb. En d'autres termes, la fourniture d'eau de qualité exige de rénover les réseaux de distribution locaux et les canalisations domestiques, de réparer les réservoirs et de moderniser les installations de traitement.

Bon nombre de ces problèmes sont aujourd'hui reconnus, mais rien ne pourra être fait sans volonté politique et publique. À défaut, les risques associés à l'eau ne pourront

Un monde meilleur ?

**Eaux inégales**

% mondial	Amérique du Nord et Centrale	Amérique du Sud	Europe	Afrique	Asie	Australie et Océanie
Eau	15	26	8	11	36	5
Population	8	6	13	13	60	<1
Ratio (%)	1,9	4,3	0,61	0,84	0,6	5

Source : OCDE, voir références.

qu'augmenter. Au cours des prochaines décennies, les ressources en eau douce de qualité seront soumises à des pressions croissantes, d'origine naturelle ou humaine. Le changement climatique et ses manifestations (élévation du niveau de la mer, inondations, tempêtes et accentuation de phénomènes saisonniers comme les crues hivernales et les sécheresses estivales) augmenteront la vulnérabilité des ressources en eau, et mettront aussi à rude épreuve la gestion des services de l'eau, dans les pays en développement comme dans les pays développés. De plus, la hausse des niveaux de pollution, ainsi que les menaces d'actes terroristes, de rupture des approvisionnements et de cyberattaques sur des infrastructures cruciales pourront conférer une importance accrue aux questions de sécurité de l'eau.

La population mondiale va continuer d'augmenter, essentiellement dans le monde en développement et dans les zones urbaines. D'ici 2025, les prélèvements et la consommation d'eau devraient augmenter de 30 % dans les pays en développement et de plus de 10 % dans les pays développés. En outre, de nombreuses sources d'eau importantes sont partagées par plusieurs pays. On recense actuellement plus de 250 bassins transfrontaliers, soit 60 % du volume mondial d'eau douce, alimentant 45 % des terres et 40 % de la population mondiale. La zone d'hydroconflits que constitue le bassin du Tigre et de l'Euphrate partagé entre la Turquie, la Syrie et l'Irak, en est une bonne illustration.

Si aucune guerre de l'eau n'est à prévoir dans l'immédiat, la concurrence pour des ressources limitées, conjuguée à une baisse de la quantité et de la qualité de l'eau, ne peut qu'exercer une influence déstabilisante sur le développement des régions.

En 2025, la population vivant dans une zone connaissant des problèmes liés à l'eau

### Les réserves d'eau douce semblent bien modestes pour un village planétaire qui comptera bientôt 7 milliards d'habitants.

devrait avoir doublé par rapport à 1995, et d'ici à 2030 quelque deux tiers des habitants de la planète pourraient connaître des problèmes plus ou moins graves liés à l'eau. Le Moyen Orient, l'Afrique du Nord, l'Afrique australe, l'Asie du Sud et certaines parties de la Chine sont particulièrement exposés. De nombreux pays dans ces régions sont mal équipés pour faire face à ces pressions.

Cependant, aucun pays ne peut s'estimer à l'abri des problèmes d'approvisionnement, surtout d'un point de vue financier. Pour de nombreux pays en développement, la tâche est lourde : il s'agit d'étendre l'accès à l'eau salubre et à des services d'assainissement à des millions de personnes supplémentaires. Cela soulève une série de questions importantes sur le financement, l'APD, l'engagement du secteur privé et le choix de technologies adaptées. Mais tout aussi importante est la question de la gouvernance et des réaménagements institutionnels nécessaires pour créer, moderniser et renforcer les dispositions juridiques, stratégiques et administratives régissant ce secteur.

Beaucoup de pays en transition sont confrontés à ce type de problèmes de gouvernance (voir page 17). Mais en termes d'investissement, il s'agit moins pour eux d'étendre les infrastructures et réseaux existants que de les réparer ou de les remplacer. Une intervention opportune permettrait aux pays en développement de tirer rapidement parti des énormes gains socio-économiques que pourraient procurer le développement de la distribution et

l'amélioration des services. On estime, par exemple, que les bénéfices d'une réduction de moitié, d'ici à 2015, de la proportion de personnes dépourvues d'accès à une eau de qualité seraient neuf fois supérieurs aux dépenses. Ce ratio serait encore plus élevé dans le cas d'un accès universel à des services améliorés en matière d'eau et d'assainissement en 2015.

Les efforts de ces dernières années ont surtout visé à répondre aux besoins essentiels des pays en développement et des économies en transition. Toutefois, l'accumulation des problèmes dans le secteur de l'eau des pays de l'OCDE doit être aujourd'hui prise au sérieux. Si ces pays disposent généralement de réseaux de distribution et de systèmes de traitement, ceux-ci commencent à se faire vieux. En Amérique, par exemple, beaucoup de réseaux d'eau urbains ont été construits entre 1830 et 1880 ! Si rien n'est fait, le coût des fuites d'eau et de la pollution ne peut qu'augmenter. Selon les estimations, pour éviter que les infrastructures de l'eau continuent à se détériorer, il faudrait les remplacer au rythme de 2 % par an. Les chiffres actuels sont bien inférieurs, avec 0,01 % à Londres et 0,8 % à Munich, par exemple.

De plus, le coût du respect des réglementations environnementales va augmenter rapidement, et dans certains pays, la sécurité de l'eau restera une priorité en raison de la vulnérabilité d'infrastructures essentielles. La réglementation et la promotion de meilleures pratiques de gestion devraient s'accompagner d'une tarification de l'eau adaptée, fondée sur le recouvrement intégral des coûts.

Le programme est chargé, il faut agir vite. La pénurie d'eau menace aujourd'hui des zones aussi verdoyantes que le « jardin de l'Angleterre » et nul ne peut désormais prétendre que l'alerte n'a pas été donnée. ■

#### Références

- OCDE (2006, à paraître), « The long-term future demand for infrastructure in the water sector », Ashley, R. et Cashman, A., rapport établi dans le cadre du projet « Besoins mondiaux en infrastructure : perspectives et enjeux pour les acteurs publics et privés » du Programme sur l'avenir de l'OCDE.
- Voir [www.oecd.org/prospective](http://www.oecd.org/prospective).